

Quelles nouveautés pour la rentrée 2025 ?

Réformes éducatives et programmes

Groupes de besoins et évaluation

Parmi les mesures phares annoncées, la question des groupes de niveau, renommés « groupes de besoins », en français et en mathématiques pour les classes de 6e et 5e, reste centrale. Ce dispositif, instauré à la rentrée 2024, évolue légèrement : des évaluations nationales exhaustives deviennent obligatoires pour tous les élèves de 5e. Par ailleurs, l'extension prévue aux classes de 4e et 3e est remplacée par une « stratégie de réussite » intégrant le dispositif *Devoirs faits* et les stages de réussite.

Nouveaux programmes

Des programmes actualisés en français et mathématiques entrent en vigueur de la petite section à la 6e, fondés sur des « pratiques scientifiques efficaces ». Cependant, ces programmes sont jugés indigents et déconnectés des réalités du terrain. Ils s'inscrivent dans la lignée des réformes Blanquer, dont l'inefficacité a été démontrée par les résultats aux évaluations internationales. Les enseignants, tenus pour responsables des résultats de leurs élèves, subissent les conséquences des directives ministérielles sans que les décideurs politiques ne soient comptables de ces choix.

D'autres nouveautés incluent des programmes révisés en éducation civique et morale (de la CM2 à la 4e), en technologie (4e) et en langues vivantes (6e et 2de).

Formation des enseignants

Une réforme de la formation initiale des professeurs et conseillers principaux d'éducation (CPE) débute en vue des concours de 2026.

Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle

Ce programme, introduit après des polémiques, prévoit trois séances annuelles obligatoires adaptées à l'âge des élèves. Au primaire (3-11 ans), il aborde la connaissance du corps, l'empathie et la prévention des violences. Au secondaire (11-18 ans), il traite de la sexualité, de la contraception, des infections sexuellement transmissibles (IST), du consentement et de la lutte contre les discriminations.

Les enseignants, souvent seuls face à des parents influencés par des informations erronées circulant sur les réseaux sociaux, doivent gérer ces

tensions. En Belgique, des écoles ont été incendiées à cause de controverses similaires, illustrant les défis de ce programme.

Lutte contre les inégalités et inclusion

Territoires et inégalités

La priorité est donnée à l'école rurale avec la création d'observatoires des dynamiques rurales (ODR) et une convention avec l'Association des maires de France. En zones urbaines, le déploiement des cités éducatives (251 existantes) se poursuit, et 100 nouvelles toutes petites sections (TPS) ouvriront chaque année en 2026-2027 dans les quartiers prioritaires (QPV), en partenariat avec les collectivités.

Handicap

Près de 500 pôles d'appui à la scolarité (PAS) seront déployés d'ici 2025, avec une généralisation prévue pour 2027, malgré des critiques parlementaires sur leur efficacité et leurs moyens. Le gouvernement semble ignorer les oppositions et imposer ses directives, au détriment des enseignants, des familles et des enfants.

Les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) restent peu considérés, bien que la loi Vial de 2024 impose leur prise en charge par l'Éducation nationale pendant la pause méridienne.

Sécurité, santé et innovations

Sécurité et violences

Une stratégie pour une « école plus sûre » renforce les contrôles anti-armes (conseils de discipline systématiques, fouilles par les forces de l'ordre) et mobilise 60 inspecteurs supplémentaires dans le cadre du plan « Brisons le silence » contre les violences.

Uniforme et pause numérique

L'expérimentation de l'uniforme, lancée en 2024-2025 dans 100 établissements (financée par l'État et les communes), fait l'objet d'évaluations pour une éventuelle extension en 2026, sans généralisation pour l'instant. La « pause numérique », interdisant les portables, est étendue à tous les collèges publics dès 2025 pour encourager un usage raisonné des écrans.

Manque d'enseignants

En cas d'absence, les écoles assurent un accueil gratuit. Environ 1 700

postes d'enseignants restent vacants après les recrutements de 2025. Ce problème, aggravé par des crises comme l'épidémie de chikungunya de 2024 ayant entraîné de nombreuses absences, persiste. Les parents sont invités à exiger un accueil, quelles que soient les conditions, sans solution durable pour combler le manque de remplaçants.